

Anton Kajlich

Peter Jull

Les peuples autochtones -entretiennent un lien ancien et complexe avec le territoire australien et ses zones maritimes et côtières. Selon certaines estimations cette relation perdure depuis au moins 40 000 ans.¹ Au moment de la colonisation en 1788, l'Australie était probablement peuplée de 1,5 million d'habitants.² En juin 2006, les Aborigènes et Insulaires du Détroit de Torres représentaient 2,5% de la population australienne soit 520 000 personnes.³ En 1788, ils vivaient sur l'ensemble du territoire. Aujourd'hui la majorité d'entre eux vit dans les centres régionaux (43%) ou dans les villes (32%) même si certains continuent à occuper les terres ou les zones côtières traditionnelles.

Malgré de récentes améliorations, les conditions de santé des Australiens autochtones restent en deçà de celles des autres Australiens. Leur taux de mortalité infantile bien qu'en déclin, restent à un niveau élevé inacceptable (10-15%), et leur espérance de vie (59 ans pour les hommes et 65 ans pour les femmes) est inférieure de dix sept ans par rapport à l'ensemble de la population.

Bien que les Australiens autochtones ont un nombre de besoins spécifiques, en particulier dans le domaine de la santé et de l'éducation, il existe très peu de lois qui prennent spécifiquement en compte les questions autochtones au sens large. Bien que certaines politiques gouvernementales soient critiquables, des progrès sont réalisés dans le domaine de la gestion interculturelle de la terre et de la reconnaissance légale des domaines marins traditionnels. Il faut aussi noter une plus grande communication et une meilleure compréhension des réalités et des complexités de l'Australie autochtone des régions isolées.

Au début du mois d'avril, le gouvernement australien a reconnu officiellement la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Un climat changeant

Le réchauffement climatique constitue une véritable menace pour la santé, les cultures et les modes de subsistance des populations autochtones. La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui s'est tenue à Copenhague en décembre 2009 a été au cœur des informations quotidiennes

australiennes pendant plusieurs semaines avant de s'achever dans la déception et les récriminations.

Bien que la région mélanésienne de l'Australie du Déroit de Torres, et plus particulièrement l'île Sabai proche de la Papouasie-Nouvelle-Guinée, soit souvent sujette à une montée du niveau de la mer, les reportages avant et pendant la Conférence de Copenhague de 2009 n'ont pas montré une grande sensibilisation ou compassion australienne de leur situation. Non seulement une grande partie du public australien est sceptique à propos du changement climatique mais en plus les lobbys des industries minières et énergétiques (le charbon arrive en tête des exportations de l'Australie) s'opposent vigoureusement aussi bien en privé qu'en public à l'action gouvernementale. Les voix de l'opposition n'ont d'ailleurs pas hésité à qualifier le réchauffement climatique d'« idiotie » et même de « conspiration de gauche pour désindustrialiser le monde ».⁴

En effet, pour les peuples des petites nations insulaires du Pacifique et de la région du Déroit de Torres, de même que pour les peuples autochtones du continent et de la côte australienne, les effets du réchauffement climatique suscitent des inquiétudes importantes et immédiates. Parmi elles, la perte d'accès aux terres et aux eaux traditionnelles, des changements dans les modes de migration des espèces et dans la répartition de la végétation, la perte de capacité à entreprendre des pratiques et traditions culturelles. Sont aussi source d'inquiétude les effets de la montée à venir du niveau de la mer qui entraînera la perte des terres traditionnelles, la dégradation des écosystèmes marins et coralliens et une chute de la stabilité agricole.⁵

La parution en 2009 du rapport de la Commission Australienne des Droits de l'Homme Native Title Report 2008 a mis en évidence des effets importants du réchauffement climatique sur les Australiens autochtones, y compris le souci immédiat du « maintien de la vie, de la langue et de la culture traditionnelles ».⁶

Le rapport a souligné les limites de l'approche gouvernementale actuelle quant au rôle des populations autochtones dans l'élaboration des politiques de réchauffement climatique, tout en pointant la reconnaissance australienne de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones comme un pas important pour répondre aux complexités du réchauffement climatique, étant donné l'absence actuelle de reconnaissance légale et de protection des Aborigènes dans ce domaine.

La gestion du territoire autochtone: Le programme des Zones Protégées Autochtones (ZPA)

En Australie, des développements progressifs et importants internationalement prennent place, en particulier dans le domaine de la gestion interculturelle des terres et de la reconnaissance légale des domaines maritimes

aborigènes. En effet, le maintien de la diversité biologique, de l'intégrité culturelle aborigène et la préservation d'écosystèmes cruciaux sont aussi des éléments majeurs d'une politique de changement climatique cohérente.⁷

Le programme de Zone Protégée Autochtone (ZPA) est une innovation-clé qui se développe en Australie. Le ZPA est une portion de terre ou de mer que les Aborigènes déclarent volontairement et gèrent pour la conservation de la biodiversité et des valeurs culturelles dans les catégories UICN. Les propriétaires autochtones, ainsi que les agences de conservation fédérales, locales et étatiques ont développé conjointement ce programme. A ce jour, on compte 33 ZPA en Australie et 40 projets consultatifs sont en cours.⁸ Les ZPA ont émergé d'une affirmation des intérêts et des droits autochtones à la gestion de la terre et de la mer, d'une reconnaissance de l'importance de l'implication autochtone dans la gestion de zones protégées en Australie, et comme une réponse gouvernementale aux défis du système de Réserve Nationale Gouvernementale Australienne, dans laquelle chaque bio-région de l'Australie doit être représentée dans les zones stratégiques de conservation terrestre et marine.⁹ Le système de ZPA offre une contribution importante à la conservation de la biodiversité en Australie dans le Système National de Réserve avec le ZPA qui compte pour 23% de la zone totale conservée. Cela est appelé à augmenter au cours des prochaines années pour atteindre les 40%.¹⁰

Les innovations associées à l'expérience du programme ZPA sont liées à une interprétation des lignes directrices de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et constituent une réévaluation fondamentale de la formation et de la gestion des zones protégées en Australie et ailleurs. En effet, les catégories UICN existantes comprennent des arrangements informels qui permettent des accords non-législatifs pour gouverner une zone protégée.¹¹ Manifestement, dans un cas situé dans le Territoire du Nord, les services des Parcs et de la Réserve Naturelle et les Aborigènes Yolngu de la région ont négocié un accord ZPA (le ZPA Dhimurru du Nord-est de la Terre d'Arnhem) qui a aussi été enregistré légalement.¹²

Il est important de noter que le système ZPA crée un cadre combiné de coopération qui peut exister indépendamment du bail légal, comme le démontre le développement récent de ZPA sur les zones maritimes et côtières du Territoire du Nord. Le programme ZPA fournit un lien important entre les diverses priorités culturelles, sociales et économiques des Australiens autochtones et les buts de biodiversité du gouvernement australien. Le programme offre des possibilités claires de coexistence entre le développement économique, social et culturel autochtone et, la protection de l'environnement et la gestion terrestre et maritime en Australie.

L'arrêt Blue Mud Bay: la reconnaissance légale du domaine maritime aborigène

La protection et la gestion autochtone des zones côtières isolées en Australie ont été renforcées récemment par l'arrêt Blue Mud Bay de la Haute Cour à Canberra. Dans cette affaire, le gouvernement du Territoire du Nord a fait appel d'une décision de la Cour Fédérale impliquant le Land Trust aborigène de la Terre d'Arnhem. La Cour a confirmé que conférer un titre inaliénable comme terre aborigène sous la loi foncière du Territoire du Nord de 1976 (*Aboriginal Northern Territory Land Rights Act*) s'appliquait à l'estran (ou zone intertidale). Bien que la Haute Cour ait confirmé que le gouvernement du Territoire du Nord avait le pouvoir d'accorder des permis de pêche commerciaux, elle a aussi déclaré que celui-ci n'était pas en droit d'autoriser l'entrée des pêcheurs commerciaux dans les eaux intérieures de territoires appartenant aux Aborigènes.

Cet arrêt est sans précédent en Australie et, par conséquent, les licences de pêche devront être négociées avec les communautés autochtones sur une zone intertidale qui couvre plus de 5000 km, soit 80% de la côte du Territoire du Nord. La décision confère aux propriétaires traditionnels Yolngu du nord-est de la Terre d'Arnhem un niveau de protection et des droits exclusifs sur cette zone. Elle leur offre de vraies opportunités pour négocier de nouvelles possibilités de pêche commerciale et de loisir et pour recruter parmi les groupes de rangers locaux pour gérer le Territoire Marin. L'arrêt Blue Mud Bay de la Haute Cour représente l'une des affirmations les plus importantes des droits légaux australiens dans l'histoire récente de l'Australie. La décision de la Haute Cour donne à l'Australie l'opportunité de rattraper avec un peu de retard le Canada et la Nouvelle-Zélande dans la construction de structures coopératives entre les gouvernements, les entreprises et les populations autochtones pour la pêche commerciale.¹³ La décision représente un pas important et offre un large éventail d'opportunités pour le développement continu et durable des communautés autochtones australiennes et pour la protection de leurs intérêts et de leurs terres traditionnelles dans le Territoire du Nord.

Les régions isolées sous les feux des projecteurs

En 2009, les médias nationaux, les politiciens et le public n'ont cessé de dramatiser et d'argumenter sur l'« Australie Isolée ». Parmi les contributions les plus utiles figurent *Remote Focus*, un reportage de *Remote Desert Australia*,¹⁴ et une chronique de Nicolas Rothwell dans le quotidien national *The Australian*.¹⁵ Ils ont mis à mal la légitimité de la gouvernance et de l'administration du moment dans le Territoire du Nord. Le DVD et le livre *First Australians*¹⁶ de la chaîne de TV SBS qui racontent l'histoire de l'Australie

autochtone et donnent une critique forte de son histoire récente ont été acclamés. Tout au long de l'année 2008, *The Tall Man*¹⁷ (*Grand Homme : Mort et vie à Palm Island*) de Chloe Hooper a remporté pratiquement tous les prix littéraires possibles et a été remarqué au niveau international pour ses révélations sur la mort d'un homme de Palm Island, un Aborigène du Queensland entre les mains de la police, et sur le traitement britannique moderne des « indigènes ». Par ailleurs, la professeur de droit aborigène, Larissa Behrendt, a décrit dans une nouvelle autobiographique s'intitulant *Legacy*¹⁸ son combat pour une éducation dans le Sydney en lutte pour des droits contemporains aborigènes alors que Noel Pearson de la Péninsule du Cap York a énoncé des propositions pour une éducation aborigène et le besoin d'autonomie culturelle dans le livre *Radical Hope*.¹⁹ A la fin de l'année, paraissait *Throwing off the cloak*²⁰ d'Elizabeth Osborne – une histoire politique et sociale des Iles du Détroit de Torres des plus récentes et de grande qualité. Le film de Warwick Thornton *Samson and Delilah* explore avec une grande subtilité les dynamiques conflictuelles de l'Australie autochtone contemporaine, surtout dans le Centre de l'Australie. Parmi les événements notables figure la reconnaissance du Professeur Michael (Mick) Dodson à qui le titre d'Australien de l'Année a été décerné pour son engagement ancien pour une justice et la réconciliation pour les populations aborigènes. Les Malezer, le Président de la Fondation FAIRA (*Foundation for Aboriginal and Islander Research Action*) a obtenu quant à lui la médaille des Droits de l'Homme Australien pour sa contribution à une justice pour les peuples autochtones du monde entier.

Ce sont là des événements importants dans la mesure où ils donnent une voix à une réalité qui autrement serait aphone, celle de l'Australie autochtone isolée dont on ne connaît pas grand chose dans les centres urbains aujourd'hui.

Quelques remarques finales

A ce jour, les efforts pour impliquer les populations autochtones dans les politiques de réchauffement climatique et de reconnaissance de ses effets néfastes sur les Aborigènes sont dérisoires. Toutefois, des développements récents dans le domaine d'une gestion interculturelle de la terre, la reconnaissance légale des domaines marins aborigènes et la reconnaissance de la Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones en avril 2009 ont posé des jalons importants pour un dialogue approprié et respectueux avec l'Australie autochtone. De plus, ces développements offrent un certain degré d'optimisme et la reconnaissance d'un potentiel de possibilités futures dans tous les secteurs de politiques autochtones en Australie.

Dans le domaine de la vie culturelle australienne, l'année 2009 a vu un plus grand intérêt et une prise de conscience accrue de la situation des Aborigènes. Cependant les préjugés et le paternalisme empêchent toujours une véritable

discussion sur la question d'un organisme représentatif doté de pouvoirs réels pour les peuples autochtones australiens. Même d'éminentes personnalités aborigènes s'opposent au concept en raison de l'échec de l'ancien organisme national ATSIC (1990-2005) que le gouvernement Howard a aboli en 2004. Un « échec » car certains membres élus ont été coupables de crimes véritables ou supposés.

En Australie, les corps législatifs des Etats et de la Nation abondent de cas de mauvaise conduite et de membres envoyés en prison, même des chefs de gouvernement. Alors pourquoi les Aborigènes devraient-ils être des modèles d'exemplarité, des anges ou des saints ?

Notes et références

¹ De nombreux Aborigènes affirment qu'ils ont été créés lorsque des Etres créateurs distincts ont formé la terre au commencement (souvent appelé le « Temps du Rêve »). Les archéologues s'entendent en majorité aujourd'hui sur le fait que l'Australie est occupée par des êtres humains depuis au moins 40 000 à 50 000ans.

O'Connell J.F. and Allen F.J., 1998. When did humans first arrive in greater Australia and why is it important to know?, *Evolutionary Anthropology*, 6:132-146.

² Il n'y a pas de chiffres exacts car il est difficile d'estimer une population qui a particulièrement changé en raison de la colonisation. Les données varient entre 300 000 et 1,5 million d'habitants mais l'estimation la plus élevée est largement acceptée de nos jours. Butlin, N. 1993. *Economics and the Dreamtime*. Cambridge: Cambridge University Press; Reynolds, H. 2001. *An indelible stain? The question of genocide in Australia's history*. Ringwood Victoria: Penguin; Gray, A. 2001. Indigenous Australian: Demographic and Social History in J. Jupp (ed.) *The Australian People: an Encyclopaedia of the nation, its people and their origins*. Cambridge: Cambridge University Press, pp.88-93.

³ Australian Bureau of Statistics, 2007. *Population Distribution, Aboriginal and Torres Strait Islander Australians, 2006*.

[http://www.ausstats.abs.gov.au/ausstats/subscriber.nsf/0/377284127F903297CA25733700241AC0/\\$File/47050_2006.pdf](http://www.ausstats.abs.gov.au/ausstats/subscriber.nsf/0/377284127F903297CA25733700241AC0/$File/47050_2006.pdf). 29 janvier 2009

⁴ Ferguson, S. 2009. *Malcolm and the Malcontents*. Four Corners, ABC. Téléchargé le 29 janvier 2010. <http://www.abc.net.au/4corners/content/2009/s2737676>.

⁵ Altman, J.C and Jordan, K. 2008. Impact of Climate Change on Indigenous Australians: Submission to the Garnaut Climate Change Review. *CAEPR Tropical Issue No. 3/2008*. ANU College of Arts and Social Sciences Centre for Aboriginal Economic Policy Research. Lire aussi: Macchi, M. 2008. *Traditional Peoples and Climate Change: Issues Paper*. International Union for the Conservation of Nature (IUCN).

Disponible sur : www.ohchr.org/english/issues/climatechange/docs/IUCN.pdf

⁶ Australian Human Rights Commission. 2009. *2008 Native Title Report*. Human Rights and Equal Opportunity Commission. Sydney.

http://www.humanrights.gov.au/social_justice/nt_report/ntreport08/p124

⁷ Australian Human Rights Commission. 2009. *2008 Native Title Report*. Human Rights and Equal Opportunity Commission. Sydney.

http://www.humanrights.gov.au/social_justice/nt_report/ntreport08/

⁸ EPA 2010. *About Indigenous Protected Areas*. Retrieved Jan 29, 2010, from <http://www.environment.gov.au/indigenous/ipa/background.html>

⁹ Szabo, S. and D. Smyth. 2003. Indigenous Protected Areas in Australia. In *Innovative Governance: Indigenous Peoples, Local Communities and Protected Areas*, eds. Jaireth, H. and D. Smyth. IUCN-sponsored publication. New Delhi: Ane Books.145-164.

¹⁰ EPA 2010. *op.cit*

¹¹ IUCN. 1994. *Guidelines for Protected Area Management Categories CNPPA with the assistance of WCMC, IUCN, Gland, Switzerland and Cambridge, UK*

¹² Dhimurru 2008. *IPA Plan of Management 2008 to 2015*. Prepared by Dhimurru Aboriginal Corporation Wearne Advisers and Sam Muller, Nhulunbuy NT. Voir aussi le site web, <http://www.atns.net.au/agreement.asp?EntityID=1530>.

¹³ Brennan, S. 2008. Wet or Dry, It's Aboriginal Land: The Blue Mud Bay Decision on the Intertidal Zone, 7(7) *Indigenous Law Bulletin* 6.

¹⁴ DKA. 2008. *remote FOCUS: Revitalising Remote Australia*. Alice Springs, Northern Territory: Desert Knowledge Australia

¹⁵ Rothwell, N. 2009. The failed state. *The Australian*. October 24 2009. *The Australian*. December 17, 2009. The Parallel universe with a life of its own. Téléchargé le 29 janvier 2010. <http://www.theaustralian.com.au/news/opinion/the-parallel-universe-with-a-life-of-its-own/story-e6frg71x-1225811211859>

¹⁶ Perkins, R., et al. 2008. *First Australians*, SBS (Special Broadcasting Service) DVD; aussi un livre de Miegunyah Press, Melbourne

¹⁷ Hooper, Chloe. 2008. *The Tall Man*. Melbourne: Hamish Hamilton

¹⁸ Behrendt, Larissa. 2009. *Legacy*. Brisbane: University of Queensland Press.

¹⁹ Pearson, Noel. 2009. *Radical Hope: Education and equality in Australia*. Melbourne: Black Inc.

²⁰ Osborne, Elizabeth. 2009. *Throwing off the Cloak: Reclaiming self-reliance in Torres Strait*. Canberra: Aboriginal Studies Press.

Anton Kajlich est chercheur de troisième cycle dans le domaine de l'environnement et rattaché auprès de communautés aborigènes dans le Nord de l'Australie. Anton a travaillé sur les questions de patrimoine culturel aborigène et de gestion interculturelle de la terre et de la mer avec des organisations locales aborigènes et du Territoire du Nord.

Peter Jull est Professeur Associé au Centre d'Etudes de Paix et de Conflits de l'Université du Queensland à Brisbane. Il est aussi membre de l'organe consultatif international de IWGIA.

Source : IWGIA, *Indigenous world 2011*
Traduction pour le GITPA par Isabelle Auguste,
membre des experts Pacifique du réseau GITPA